

prêter leur nom et leur crédit à ces sociétés « d'amitié internationale » dont les agents communistes tirent les ficelles. On verra peut-être les masses, longtemps égarées par une presse cuisinée par des adhérents secrets du communisme, revenir à de meilleurs sentiments et à des opinions plus justes, — même imiter la sagesse et la pondération montrées par la population catholique, la population canadienne-française en particulier, mieux éclairée par ses journaux et protégée par les mises en garde de ses chefs religieux.

LE CAS DES FONCTIONNAIRES

L'action spontanée de l'opinion ne suffit pas. Il faut une intervention énergique des autorités contre ces fauteurs de fausses idées. On ne peut les laisser en paix répandre leur doctrine, comme on en laisse d'autres prêcher leurs idées saugrenues sans grand danger pour l'ordre public. On ne peut flirter impunément avec le communisme et ses adeptes, gens qui savent très bien profiter de l'indulgence naïve pour mieux préparer leur règne d'où toute liberté est absente. Les individus et les nations qui ont essayé de composer avec eux et de les user sont tombés victimes tôt ou tard de leurs protégés d'hier, qui, eux, n'ont aucune pitié de leurs ennemis. Il importe de nettoyer les nids de communisme, les centres de propagande, *cellules*, clubs ouvriers, sociétés humanitaires ou littéraires plus ou moins infestées. A ce sujet, les révélations de l'enquête désignent au gouvernement comme objet de sa particulière attention le milieu des fonctionnaires. Plusieurs des gens incriminés occupaient des situations au service du gouvernement. Le trafic des passeports, en particulier, indique combien l'infiltration avait gagné en profondeur les corps des fonctionnaires.

De toute évidence, il est grand temps pour le gouvernement de faire une enquête sérieuse sur ce milieu vital des fonctionnaires, que le rapport Kellock-Taschereau montre comme déjà passablement noyauté, champ d'infiltration de choix pour les émissaires de Moscou: « Des membres secrets du parti communiste ont joué un rôle important dans l'installation d'autres communistes secrets à divers postes du service public qui pouvaient présenter de l'intérêt, non seulement du point de vue espionnage, mais encore du point de vue propagande et d'autres. » Une enquête s'impose donc, une enquête sérieuse portant sur les affiliations cachées ou non des fonctionnaires, sur le mode de leur engagement et sur les influences qui les ont portés au pinacle. Une enquête à fond dans tous les services, spécialement ceux qui favorisent la propagande: information, cinéma, etc. Le gouvernement ne peut indéfiniment ajourner cette enquête exigée par l'opinion publique, l'opinion de tous ceux qui veulent sauver nos libertés et nos institutions démocratiques, menacées par des ennemis d'autant plus dangereux qu'ils sont cachés. Il ne faut surtout pas que, pour sauver les têtes et ménager les « amis », on se contente de sacrifier quelques fonctionnaires

naires de seconde importance et de laisser en paix les vrais responsables de la pourriture de notre service public.

LE PARTI COMMUNISTE

Il faut éteindre le foyer de toute la propagande et de toute l'organisation d'espions, le parti communiste ouvrier-progressiste. Ce parti est plus que compromis dans l'affaire d'espionnage: c'est lui qui a fourni les cadres de tout le système clandestin au service de Moscou. Mais ne doit-on pas craindre, à moins qu'on ne veille, que les autorités ne soient tentées de lui laisser la vie sauve? Pendant l'enquête même, au moment précis où la commission publiait ses premiers rapports, le parti tenait un congrès public à Toronto. Son chef, Tim Buck, annonçait une grande campagne de recrutement pour enrôler 10,000 membres afin de répandre la doctrine marxiste. Et n'est-ce pas le jour même où la commission déposait son dernier rapport, incriminait à fond le parti communiste, que Tim Buck promettait en assemblée publique l'appui du parti communiste aux grévistes de l'acier? Il y a bien longtemps, il est vrai, que les autorités auraient dû agir.

Ils avaient à leur disposition l'abondante documentation et les excellents services de la Police fédérale, cauchemar des communistes au Canada.

Dès l'avènement du parti communiste sous son nom d'*ouvrier-progressiste*, nous dénoncions les tendances révolutionnaires de son programme. L'enquête confirme ce verdict et donne des preuves nouvelles que ce programme n'est pas resté lettre morte. Qu'on ne dise pas qu'il faut respecter les privilèges politiques du parti. Selon le témoignage de Gouzenko, « le parti communiste dans les pays démocratiques a depuis longtemps cessé d'être un parti politique,... il est devenu un service du gouvernement soviétique, une cinquième colonne établie dans ces pays dans l'éventualité d'une guerre, un instrument entre les mains du gouvernement soviétique, qui l'utilise pour créer des malaises, des provocations, etc. » Le parti communiste canadien ne fait pas exception. Il apparut clairement, notent les commissaires, « dès le début de l'enquête — et ce fait a été confirmé de façon absolument certaine par tous les témoignages recueillis — que le mouvement communiste canadien constituait la grande base à l'intérieur de laquelle le réseau d'espionnage fut constitué, et que non seulement il lui fournissait un personnel convenablement formé quant à ses motifs, mais encore un cadre qui allait effectivement permettre un recrutement efficace et sûr ».

Pour obtenir tous les résultats désirés, il faut que l'opinion publique se maintienne en alerte. Il faut que le peuple d'électeurs fasse comprendre à ses représentants et aux membres du gouvernement que l'enquête royale doit se compléter d'autres enquêtes plus approfondies et de mesures énergiques, car loin d'être un point final, elle n'est qu'un lever de rideau.